

Department of Mathematics and Statistics

University of Ottawa

April 13, 2023

Dear Ms Adams, Chair, Board of Governors of the University of Ottawa,

Dear President Frémont and Provost Scott,

(la version française suit)

The Department of Mathematics and Statistics is writing to express our deepest concern about calls for general budget cuts based on alarming reports communicated by your offices on the budget of the university. We do not agree that the university is in a financial crisis. Instead we foresee damaging effects of further austerity measures on our university's core mission and on students, faculty and staff. We call on you for more transparency, and for meaningful involvement of faculty members, in evaluating and communicating our financial situation and developing institutional priorities. We also call on your leadership to lobby the provincial government for increased funding (in particular for students) and to co-organize and co-ordinate, with the APUO, APTPUO and student associations, actions to educate the public and decision-makers about the detrimental effects of budget cuts on education and student well-being.

The Department recognizes that we are part of a larger academic community, one that works collaboratively in pursuing our goals of academic excellence in teaching, research and overall intellectual experiences for a variety of persons which include students, staff, faculty and community organizations. However, we feel that the central administration of this university, in its approach to communicating the budget, has not been interacting with the wider academic community in a transparent or collaborative way.

First, we are deeply concerned with the budget being the focal point of financial discussions. The budget is only one of the many financial documents, namely a prospective one. In contrast, publicly available financial documents, including the financial statements audited by an independent third party, provide the actual results of a fiscal year. Year after year, the university is using the narrative of the budget to communicate that the university is in crisis. Yet, also year after year, the audited financial statements show that the university is in a healthy financial position and that the dire predictions of the budget did not come true. In particular, the most recent statement shows a consolidated loss of 0.3 percent in 2022, excluding fair values of long term investments. The downturn of financial markets has affected the university's projected income from investments, but such income only accounts for a small percentage of total revenue. While we understand and support a cautious approach to budgetary planning, we hereby express our strong opposition to using a worst-case scenario budget as justification for further financial cuts.

The Department acknowledges that the university has recently undertaken large one-time capital expenditures that have affected expenses. However, these capital expenses are separate from annual

operating expenses. These capital expenses are not annually recurring and should not be presented as such.

Second, the Department is concerned that the university is using the budget, this single financial tool, as a means to push for even more budget cuts and hiring freezes that could fundamentally affect the way we teach, conduct research and function, for example by further increasing class sizes and introducing hybrid and online learning on a large scale. Forcing such changes unilaterally does not honour the expertise held within faculties and departments, who are the stewards of their programs and are best positioned to discuss changes. If there are valid reasons to change the way we deliver our core functions, then truly transparent and collaborative discussion is needed.

Based on audited financial statements of the university, and the APUO's analysis of the university's fiscal situation, we see no crisis and no need to undertake general budget cuts. We are frustrated by a lack of transparency and collegiality in communicating the situation, and by the assumption that the university can "continue to rely on the dedication of our professors and support staff, and on the resilience of our students" [Budget Book] to absorb the effects of budget cuts.

The Department calls on our leadership in the central administration to engage with its faculty in a more transparent fashion rather than utilize the budget to unilaterally impose changes to our programs and workloads without our expert consultation and collaboration.

Department of Mathematics and Statistics

April, 2023

cc: Faculty of Science, APUO

Madame Adams, Présidente du Bureau des gouverneurs

Monsieur le Recteur Frémont et Madame la Provost Scott,

Le département de Mathématiques et Statistiques est extrêmement inquiet par les demandes de coupes budgétaires. Celles-ci sont basées sur des rapports alarmants sur le budget de l'université provenant de vos servives. Nous ne croyons pas que l'université est en crise financière. En revanche, nous sommes persuadés que de nouvelles mesures d'austérité auront des effets néfastes sur la mission fondamentale de notre université et sur ses étudiants, son corps enseignant et son personnel. Nous vous demandons de faire preuve de plus de transparence et d'impliquer de manière significative les membres du corps enseignant dans l'évaluation et la communication de la situation financière et dans le développement des priorités institutionnelles de notre institution. Nous vous demandons également de faire pression sur le gouvernement provincial pour qu'il accroisse son financement (en particulier pour les étudiants), d'organiser et de coordonner, avec l'APUO, l'APTPUO et les associations étudiantes, des actions visant à sensibiliser le public et les décideurs aux effets extrêmement défavorables des coupes budgétaires sur l'éducation et le bien-être des étudiants.

Le Département reconnaît faire partie d'une large communauté universitaire, une communauté qui travaille ensemble pour atteindre ses objectifs d'excellence académique en enseignement, en recherche et pour favoriser l'expérience intellectuelle de tous ses membres: les étudiants, le personnel, le corps enseignant et les organisations communautaires de l'université d'Ottawa. Malheureusement, nous devons constater que l'administration centrale, dans son approche de la communication du budget, n'interagit pas de manière transparente et collaborative avec les membres de la communauté académique.

Nous sommes profondément préoccupés que le budget, qui est un document prospectif, soit le point central des discussions financières alors que les autres documents financiers ne sont pas discutés. Par exemple, les états financiers vérifiés par un tiers indépendant et sont accessibles au public, fournissent les résultats réels d'un exercice fiscal. Année après année, l'université utilise le prisme du budget pour affirmer qu'elle est en crise. Pourtant, année après année, les états financiers vérifiés montrent que la situation financière de l'université d'Ottawa est saine et que les prévisions catastrophiques du budget ne se réalisent pas. En particulier, les états financiers les plus récents font état d'une perte consolidée de 0,3 % en 2022, sans tenir compte de la juste valeur des investissements à long terme. Même si le ralentissement des marchés financiers a affecté les revenus d'investissement prévus par l'université, ceux-ci ne représentent qu'un faible pourcentage des recettes totales. Bien que nous comprenions et soutenions une approche prudente de la planification budgétaire, nous exprimons par la présente notre ferme opposition à l'utilisation d'un budget fondé sur le scénario le plus pessimiste pour justifier de nouvelles coupes financières.

Le département reconnaît que l'université a engagé récemment d'importants investissements ponctuels qui ont eu une incidence sur les dépenses. Toutefois, ces dépenses d'investissement sont distinctes des dépenses annuelles de fonctionnement. Elles ne sont pas récurrentes et ne devraient pas être présentées comme telles.

De plus, le département est préoccupé par le fait que l'université utilise le budget comme seul outil financier, afin d'imposer des coupes budgétaires additionnelles et un gel des embauches qui affecteront fondamentalement la façon dont nous enseignons et menons des recherches, par exemple en augmentant encore la taille des classes et en introduisant l'apprentissage hybride et en ligne à grande échelle. Imposer de tels changements de manière unilatérale ne respecte pas le savoir-faire des facultés et des départements, qui sont en charge de leurs programmes et sont, par conséquent, les mieux placés pour les modifier et les actualiser. S'il existe des raisons valables de modifier la manière dont nous assurons nos fonctions essentielles, alors une discussion véritablement transparente et collaborative s'impose.

Sur la base des états financiers vérifiés de l'université et de l'analyse de la situation fiscale de celle-ci par l'APUO, nous constatons que l'université n'est pas en crise et que des coupes budgétaires générales ne sont pas nécessaires. Nous sommes frustrés par le manque de transparence et de collégialité dans la communication de la situation, et par l'hypothèse selon laquelle l'université peut "continuer à compter sur le dévouement de nos professeurs et de notre personnel de soutien, et sur la résilience de nos étudiants" [Budget Book] pour absorber les effets des coupes budgétaires.

Le Département de mathématiques et statistique demande aux dirigeants de l'administration centrale de s'engager de manière plus transparente et concertée avec les facultés plutôt que d'utiliser le budget pour imposer unilatéralement des changements à nos programmes et à nos charges de travail sans consultation ou collaboration préalable.

Le Département de Mathématiques et Statistiques

Avril, 2023

cc: Faculté des sciences, APUO